



-----  
★ ★ ★  
-----  
**47<sup>ème</sup> SESSION DE LA COMMISSION DU DEVELOPPEMENT SOCIAL**

Discours de Mme Awa NDIAYE,  
Ministre de la Famille, de la Solidarité Nationale,  
de l'Entrepreneuriat Féminin et de la Microfinance

New York, du 04 au 13 février 2009

**Monsieur le Président,**

Permettez-moi, au nom de la délégation sénégalaise que je conduis, de vous exprimer toutes mes félicitations pour votre élection à la présidence de cette importante Commission. Nous sommes persuadés que vos qualités personnelles, alliées à une expérience avérée, contribueront à la réussite des travaux de cette 47<sup>ème</sup> session.

La délégation sénégalaise a pris note, avec appréciation, du rapport du Secrétaire Général sur l'intégration sociale et souscrit parfaitement aux conclusions et recommandations formulées dans ce cadre.

Aussi, ma délégation s'associe-t-elle à la déclaration faite par le distingué représentant du Soudan au nom du Groupe des 77 et la Chine. Elle endosse également la position commune africaine sur l'intégration sociale, ainsi que la déclaration sur le développement social de Windhoek qui sont les fruits de notre réflexion commune.

En effet, l'intégration sociale thème prioritaire, choix judicieux et pertinent, illustre fort bien l'importance qu'il convient d'accorder à la situation particulière des catégories sociales défavorisées, exclues ou marginalisées, en vue de leur faire assurer une réelle implication dans les mécanismes de prise de décision, pour une meilleure participation à l'effort de développement économique et social, dans un contexte international marqué par une crise profonde des bases de l'économie mondiale.

Comme vous le savez, le Sénégal, mon pays, à l'instar de la Communauté Internationale, avait souscrit aux dix (10) engagements adoptés lors du sommet de Copenhague consacré pour l'essentiel, à l'intégration sociale, à l'élimination de la pauvreté, à la promotion du plein emploi, à l'insertion sociale et la création d'une « société pour tous ». La création « société pour tous » sur laquelle nous nous étions accordés, est largement sous-tendue par le respect des droits de l'homme, de la bonne gouvernance et de la démocratie dans une approche globale.

Aussi, le Sénégal a-t-il pris d'importantes mesures politiques allant dans le sens du renforcement des mécanismes de la bonne gouvernance, de la lutte contre la pauvreté et de l'insertion sociale, ayant pour finalité la promotion, la sécurité de l'emploi ainsi que l'intégration des groupes vulnérables et la cohésion sociale.

Le Sénégal a développé un cadre favorable aux politiques sociales, en ratifiant les instruments internationaux et sous régionaux, et mis en place d'espaces de dialogue et de concertation permanents sur les questions essentielles du développement économique et social comme en atteste entre autres la tenue récente des Assises Nationales sur l'Action Sociale.

Le Gouvernement du Sénégal a également conçu une politique sociale fondée sur la transparence, la participation et le développement de partenariats, qui visé pour l'essentiel, la lutte contre la pauvreté, la promotion des services sociaux de base, la lutte contre le chômage, l'accès à l'éducation pour tous, l'élimination de toutes les formes de discrimination, la promotion de l'égalité, de l'équité et de la justice sociale.

De la même façon, des mesures énergiques ont été prises pour la création d'emplois salariés et non salariés, la lutte contre les inégalités dans l'accès aux emplois rémunérateurs, l'accès au crédit et aux services financiers en prenant en compte la situation particulière des groupes vulnérables.

Cependant, il faut noter que la promotion de l'intégration sociale dépend pour une grande part de la situation macroéconomique globale d'un pays mais aussi, de la capacité de nos Etats à définir, ensemble, et à mettre en œuvre une politique sociale volontariste axée essentiellement sur la participation des différentes composantes de la société. La coopération et le soutien de la communauté internationale doivent, à cet effet, accompagner les efforts nationaux, pour la promotion de conditions favorables à la mise en œuvre de sociétés inclusives.

Au Sénégal, la consolidation de l'Etat de droit qui prône l'égalité des chances, la sauvegarde de la dignité humaine et qui accorde une importance particulière à l'équité dans la répartition des fruits de la croissance, est devenue une réalité dans la conduite de la politique de développement. C'est ainsi que son Excellence Maître Abdoulaye WADE, Président de la République du Sénégal a mis en place une politique volontariste de création d'emplois, de création d'activités génératrices de revenus, et de modernisation des conditions de travail et de logement, qui devraient assurer l'intégration et la cohésion sociale dans le pays.

Il s'agit dès lors, pour le Ministère en charge du développement social, que j'ai l'honneur de diriger, d'enclencher les mécanismes appropriés, capables de maintenir et de

consolider la tendance amorcée vers un développement humain, qui repose sur des ressources humaines de qualité. Ce à quoi le département ministériel en charge du développement social, en rapport avec les partenaires au développement et la société civile s'attèle, avec rigueur, pour l'atteinte des objectifs à court, moyen et long terme.

Dans le domaine de l'intégration des groupes vulnérables, le Gouvernement du Sénégal a mis en place des politiques sectorielles, basées sur des analyses éclairées de la situation.

Et c'est dans ce cadre qu'il faut situer le programme de recrutement dans la Fonction Publique de 5000 agents par an sur une durée de cinq ans pour améliorer la qualité du service public social.

S'agissant de l'éducation, le Gouvernement du Sénégal a fourni d'importants efforts financiers, en affectant 40% de son budget à l'éducation nationale, en vue de disposer de ressources humaines de qualité, et d'assurer une éducation de base pour tous conformément aux objectifs du millénaire.

De même, pour l'emploi des jeunes, il a été créé un Fonds National pour l'Emploi des Jeunes (FNPJ) pour un budget annuel de 1 milliard de F CFA, sur fonds propre de l'Etat.

La mise en place d'importants projets susceptibles d'améliorer la promotion des femmes, des jeunes, des personnes vivant avec un handicap tels le Projet Crédit Femme, le Fonds de l'Entrepreneuriat Féminin, le Fonds d'Impulsion de la Microfinance, l'Office pour l'Emploi des Jeunes de la Banlieue, le Programme de Réhabilitation à Base Communautaire pour le compte des personnes vivant avec un handicap, élément essentiel du dispositif de la loi d'orientation sociale adoptée récemment en conseil des Ministres, les projets et programmes destinées aux enfants en situation de vulnérabilité. Tout cela participe de la volonté du Gouvernement sénégalais de promouvoir l'emploi pour tous et l'inclusion sociale, dans des conditions d'exercice conformes aux normes internationales.

Par ailleurs, la prise en charge de la santé des femmes, des enfants et des personnes âgées, est un volet important des mécanismes d'intégration sociale mis en place par le gouvernement du Sénégal.

Aujourd'hui, l'élaboration et la mise en œuvre des politiques économiques et sociales se réalisent à travers la participation et le dialogue entre le Gouvernement, les collectivités locales et les différents acteurs de la société.

De façon plus globale, les pouvoirs publics sénégalais se sont engagés résolument vers une politique d'intégration sociale et ont multiplié et diversifié les réponses à apporter aux

populations fragilisées par les évolutions économiques, démographiques et sociales récentes et passées.

**Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs,**

Je ne saurais terminer mon propos sans souligner l'enjeu et l'importance de l'intégration sociale dans les mécanismes de lutte contre le sous emploi et le chômage des personnes en état de travailler. A cet égard, notre pays fonde beaucoup d'espoir dans la réalisation de l'intégration régionale pour l'élaboration et la mise en œuvre de politiques communes de lutte contre la pauvreté.

Et c'est dans ce sens, qu'une stratégie de protection sociale, une Lettre de Politique de Développement Familial et Social ainsi qu'un plan d'action décennal du Développement Social ont été adoptés, avec l'identification d'axes pertinents, dont la mise en œuvre et l'exécution devraient permettre une meilleure intégration des différents groupes sociaux dans les mécanismes de développement.

**Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs,**

Je voudrais, enfin, vous renouveler toute la disponibilité du Sénégal dans la poursuite des efforts en vue d'une société plus juste et plus équitable, et pour ma part vous féliciter, ainsi que les autres membres du Bureau pour l'efficacité avec laquelle vous conduisez les travaux de cette présente session.

**Je vous remercie de votre aimable attention**



PERMANENT MISSION OF NIGERIA TO THE UNITED NATIONS

828 SECOND AVENUE • NEW YORK, N.Y. 10017 • TEL. (212) 953-9130 • FAX (212) 697-1970

---

*Please check against delivery*

## STATEMENT

BY

BUKUN-OLU ONEMOLA  
AMBASSADOR/DEPUTY PERMANENT REPRESENTATIVE  
OF NIGERIA TO THE UNITED NATIONS

AT THE

47<sup>TH</sup> SESSION OF THE COMMISSION FOR SOCIAL  
DEVELOPMENT  
ON THE PRIORITY THEME: SOCIAL INTEGRATION

NEW YORK, 5<sup>TH</sup> FEBRUARY 2009



**Madam Chairperson,**

On behalf of the Nigerian delegation, I wish to congratulate you and other members of the bureau on your election to steer the 47<sup>th</sup> session of the Commission on Social Development. Let me assure you of the cooperation and support of my delegation.

Nigeria fully aligns itself with the statements made by Dr. Richard Nchabi Kamwi, Minister of Health and Social Services of the Republic of Namibia and Abdalmahmood Abdalheleem Mohamad, Ambassador/Permanent Representative of the Sudan to the United Nations, on behalf of the African Union and the Group of 77 and China respectively.

**Madam Chairperson,**

We are gathered here at a time when the global social development agenda faces serious challenges. For many countries, the hope of translating social policies into concrete actions has become bleaker than ever. In fact, it is increasingly becoming certain that the little gains made in the past, are likely to be negated, if concrete efforts are not made to forestall such. The situation is even more worrisome as it has been compounded by the current global crises, which are undermining the capacity of many to move towards achieving their socio-economic objectives and the MDGs. The implementation of the Copenhagen commitments, the attainment of internationally agreed goals, including the Millennium Development Goals (MDGs) are also not left out of this depressing picture. We welcome the increasing focus on 'Social Integration' as a major pillar of the Copenhagen Social Summit, and its adoption as the theme for the 2009 – 2010 cycle of the Commission for Social Development.

**Madam Chairperson,**

The path towards creating a sustainable social order and a safe society for all would involve the promotion and protection of human rights, promotion of the rule of law, democratic governance and fostering social inclusiveness through the eradication of discriminations and other forms of violence and inequalities, which perpetuate social exclusion. The road to achieving these would require concrete efforts and partnerships, including the civil society and the private sector.

As we focus on social integration, given its relationship to poverty eradication and full employment and decent work for all, my delegation shares the view that social integration is both a goal and a process that can advance social development and economic development. In all these, the role of youths, women and girls, persons with disabilities, the aged and the family, which constitute a pivotal institution for social inclusion and development, cannot be over emphasized. These groups of people and other vulnerable and marginalized persons in our societies, including persons living with HIV/AIDS, continue to bear the greater burden of social exclusion.

The ever-complex impact of globalization has continued to fuel new forms of marginalization and inequalities, including migration and threats to traditional family structures. It is therefore, important to set up workable social policies that can address these as well as other traditional challenges to social integration including poverty, unemployment, illiteracy and gender inequality. It is equally important that as we evolve new policy initiatives in pursuit of these ideals, our development strategies must remain people centred both at the national and international levels.

**Madam Chairperson,**

Fully convinced of the need for a people-centered approach to all development strategies, the Nigerian government has put in place the necessary framework for policy initiatives and implementation in the area of social development. These include the establishment of a separate Ministry for youth development. On ageing, a draft national policy on ageing, which provides for broad-based and inclusive issues for mainstreaming ageing in national development, has been initiated. With respect to matters of the family, a draft national framework and plan of action on the family has been developed. The document makes provision for safety nets to protect vulnerable and needy families and to strengthen them by harnessing their energies and potentials for self-sustenance and advancement.

In addition, the seven-point agenda of the current administration lays emphasis on wealth creation, qualitative education and employment generation. Food security is another important aspect of this policy framework geared towards providing food and jobs for the citizens. To ensure this, the government has guaranteed a minimum price of produce for farmers. The government has also opened up access to credit facilities through the Small and Medium Enterprise Development Agency of Nigeria (SMEDAN). The government is also making efforts towards improving access to primary and health care delivery for rural dwellers.

**Madam Chairperson,**

My delegation particularly takes note with concern that the situation of youths remains precarious, particularly in developing countries. The challenges and threats facing this social group are numerous and daunting but are surely not insurmountable. Sadly, youths in developing countries continue to be most vulnerable to contracting the dreaded HIV/AIDS disease, not necessarily as a result of their youthfulness but due to lack of necessary empowerment to enable them live decent and dignified lives. It should also be highlighted that if the problems of the youths are not properly addressed, they will constitute an additional burden for the ageing group.

Madam Chairperson, let me conclude these remarks by reiterating that the implementation of the Copenhagen commitments and the internationally agreed goals, including the MDGs are mutually reinforcing. Indeed, the international community must continue to assist national and regional efforts through capacity building and technical assistance as such efforts would go a long way in attaining the long-term objective of social integration.

**I Thank You.**